

Macron jette les bases de sa saison 2

Le chef de l'État, candidat à sa succession, a dévoilé son programme hier au cours d'une conférence de presse de près de quatre heures. Celui-ci est largement inspiré par les crises du moment.

« C'est un débat présidentiel. Il faut qu'il y ait de la matière ! ». Monologue d'une heure trois quarts, puis longue séance de questions-réponses, Emmanuel Macron a détaillé hier les grands axes de son projet pour les cinq prochaines années devant 300 journalistes réunis dans une salle des Docks de Paris à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. Préparé de longue date, mais amendé jusqu'à la dernière minute, le programme de celui qui est toujours président, mais de plus en plus candidat, prend largement en compte les crises du moment. Entre « gilets jaunes », pandémie et guerre en Ukraine, il faut dire qu'Emmanuel Macron a essuyé durant son quinquennat une succession inédite de tempêtes. La guerre en Ukraine, dernière crise en date, monopolise d'ailleurs une grande partie de son temps, jusqu'à bouleverser le cours d'une campagne électorale que ses adversaires l'accusent de confisquer aux Français.

Dans un costume de chef de guerre depuis plusieurs semaines, le président devenu candidat met désormais la souveraineté de la France au premier rang de ses priorités. « Je veux faire de notre pays une nation plus indépendante dans une Europe plus forte », a-t-il affirmé au début de son propos.

« Un modèle complet d'armée »

Fait inconcevable il y a encore quelques mois, alors que personne ne soupçonnait qu'une guerre puisse éclater aux portes de l'Europe, c'est par la question militaire qu'Emmanuel Macron a entamé le détail de son programme. Afin de « pouvoir affronter une guerre de haute intensité qui peut revenir sur notre continent », il souhaite « réinvestir dans un modèle complet d'armée » et confirme l'objectif d'un budget de la Défense porté de 32,3 milliards en 2017 à 50 milliards en 2025. Égrenant un long catalogue de mesures qui sera détaillé



Dans son discours, le président-candidat a mis la souveraineté de la France au premier rang de ses priorités. (Photo AFP)

dans un livret de vingt-quatre pages diffusé à six millions d'exemplaires dans les prochains jours, Emmanuel Macron s'est attaché à démontrer la cohérence de son projet par rapport l'action menée durant son quinquennat. « Il s'agit de structurer la vie de notre pays dans la durée », a insisté le candidat,

confirmant des mesures annoncées ou évoquées ces derniers jours : âge légal de départ à la retraite repoussé à 65 ans, pension minimale fixée à 1 100 euros, révision des droits de succession...

Faire confiance aux territoires

En termes de hiérarchie des

priorités, le candidat Macron place clairement la santé (recrutement de 50 000 infirmiers et aides-soignants, lutte contre les déserts médicaux...) et l'école au-dessus du lot. Au-delà des objectifs affichés en matière d'éducation (réforme des lycées professionnels, renforcement du français et des maths, revalo-

risation des rémunérations des enseignants...), Emmanuel Macron promet de « changer de méthode » en lançant « une large consultation » et en s'appuyant « sur les acteurs locaux ». Souvent accusé d'avoir gouverné seul, sourd aux revendications du terrain et négligeant les corps intermédiaires, Emmanuel Macron suggère qu'il a compris la leçon. C'est promis, il fera aussi davantage confiance aux territoires en accordant aux collectivités « un droit à la différenciation ». Une manière aussi de contourner le procès en illégitimité que certains opposants, à l'image du président LR du Sénat Gérard Larcher, commencent à instruire par anticipation, accusant Emmanuel Macron de vouloir « enjamber la présidentielle ». L'intéressé lui a répondu hier, cinglant : « Un président du Sénat ne devrait pas dire ça ! ». Pas de doute, Emmanuel Macron est bel et bien entré en campagne.

À AUBERVILLIERS,
DENIS CARREAUX
dcarreaux@nicematin.fr

Emploi, école, immigration... : les autres points

Le chef de l'État a promis une France « plus indépendante », en s'appuyant sur un « effort budgétaire » de 50 milliards d'euros par an jusqu'en 2027, accompagné d'une baisse d'impôts de 15 milliards d'euros par an. Morceaux choisis.



Un RSA plus restrictif

En matière d'emploi, Emmanuel Macron propose une nouvelle réforme de l'assurance-chômage, une transformation de Pôle Emploi rebaptisé « France Travail » ainsi qu'une réforme du RSA pour le soumettre à des contreparties avec « l'obligation de consacrer 15 à 20 heures par semaine pour une activité permettant d'aller vers l'insertion professionnelle ».

Les aides sociales versées directement

Le chef de l'État propose de verser les aides sociales de manière automatique, au bénéfice de « 20 millions de Français » qui touchent le RSA, la prime d'activité, des aides au logement ou des allocations familiales. Il veut augmenter de 50 % l'allocation aux mères célibataires.

Enseignants : hausse de salaires et nouvelles missions

C'est l'un des grands chantiers mis en avant, avec une « large consultation » avant un « pacte nouveau » pour les enseignants. Emmanuel Macron conditionne une hausse « significative » des rémunérations à de « nouvelles missions ». Il souhaite aussi « plus de liberté pour les établissements » dans la ligne du plan « Marseille en grand ».

Des successions moins taxées

Le chef de l'État veut augmenter l'abattement en ligne directe (d'un parent vers son enfant) de 100 000 à 150 000 euros et propose de revoir l'abattement en ligne indirecte.

Santé : une « grande conférence »

Emmanuel Macron annonce « une grande conférence » sur le

système de santé, avec comme objectif de renforcer « la politique de prévention », « la simplification de l'hôpital et de sa gouvernance » et l'amélioration de « l'accès aux soins en urgence ».

Viser l'indépendance agricole

Le Président veut « investir massivement pour l'indépendance agricole » et promet une loi d'orientation sur l'installation, le foncier, la formation et l'accompagnement des agriculteurs.

Les retours à la frontière durcis

Emmanuel Macron veut la mise en place de procédures d'éloignement plus rapides et efficaces. Le refus d'asile vaudrait obligation de quitter le territoire français. Il veut aussi durcir la politique de visas si les États ne coopèrent pas « avec une politique de retour ».

Une fusion de la Métropole de Nice et du Département ?

Interrogé par Denis Carreaux, directeur des rédactions du Groupe Nice-Matin, Emmanuel Macron s'est dit favorable à la fusion de la Métropole Nice Côte d'Azur avec le conseil départemental des Alpes-Maritimes. La question portait sur le « droit à la différenciation des collectivités territoriales » évoqué par le chef de l'État, et les contours que cela pourrait prendre. « La différenciation, c'est permettre aux collectivités qui le veulent de s'organiser politiquement et administrativement de manière différente. C'est une forme de liberté territoriale », a expliqué le chef de l'État. « Si certaines métropoles veulent construire de nouveaux équilibres avec leurs territoires, pourquoi pas. » Et de citer en exemple « la Métropole de Nice et le département des Alpes-Maritimes, où l'on peut tout à fait rebattre les cartes. Peut-être que la Métropole a vocation à fusionner avec le Département. » Emmanuel Macron n'a pas hésité à lancer un appel du pied appuyé à Christian Estrosi : « C'est un projet qui est loin d'être inintéressant, et qui est d'ailleurs porté par le président de la Métropole. S'il arrive à convaincre un ou deux de ses collègues, c'est un vrai projet de simplification qui aurait du sens. » Charles Ange Ginesy, président du conseil départemental des Alpes-Maritimes, et Éric Ciotti, son vice-président, apprécieront... CH. H.